



12 novembre 1986 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à la radio-télévision guinéenne, Conakry, mercredi 12 novembre 1986.

Question.- Monsieur le Président, vous arrivez pour la première fois en Guinée depuis le début de votre septennat. Pouvez-vous nous dire quelle signification vous donnez à cette première visite chez nous ?

- LE PRESIDENT.- C'est une signification importante à mes yeux. Je la crois importante pour le devenir des relations entre la Guinée et la France. Vous avez raison de le dire c'est la première fois depuis le début de mon septennat et je me réjouis de cette occasion qui m'est donnée.

J'aurai de cette façon la possibilité de m'entretenir avec le Président Conté dont je connais les efforts remarquables à la tête de son pays £ de mieux connaître les équipes dirigeantes, de rencontrer comme ce sera le cas demain dans une école, le corps enseignant, et toute une série de personnalités. Bref, j'ai besoin d'avoir une meilleure connaissance de la Guinée d'aujourd'hui dans l'effort de cette deuxième République £ et j'espère en retirer les meilleurs enseignements.

- Je le répète, c'est pour moi une véritable joie que de pouvoir connaître davantage la Guinée et d'approfondir, par nos discussions, des relations avec le Président Conté.\

QUESTION.- Conakry constitue une des premières étapes avant Lomé. Monsieur le Président quels sont les grands dossiers qui sont examinés au cours de ce sommet ?

- LE PRESIDENT.- Vous savez, les grands dossiers sont permanents de sommet en sommet, il y en a chaque année soit en Afrique, soit en France. Nous retrouvons les mêmes problèmes de fond qui touchent essentiellement au développement, à l'économie aux problèmes sociaux, aux problèmes d'éducation, aux problèmes d'équipement, aux problèmes de l'Afrique-même qui est de parvenir à sauvegarder et à multiplier ses productions en échappant aux spéculations internationales et en recevant les justes aides et contributions de la société internationale. On retrouve toujours cela, car il faudra encore du temps pour que l'Afrique noire dans son ensemble parvienne au niveau souhaité.

- La première cause à défendre c'est celle de l'Afrique. Et à défendre par qui ? Par les Africains. Et je sais quels sont les efforts intelligents et remarquables, opiniâtres, conduits par de nombreux peuples africains pour surmonter les difficultés qu'ils ont devant eux. La France est un pays ami et elle ne demande qu'à contribuer à ce redressement. Bien entendu, cela dépend de ce que souhaitent les Africains eux-mêmes et, dans la circonstance, les Guinéens.

- Mais il y a aussi chaque année des problèmes particuliers, des problèmes politiques, des crises qui sollicitent notre attention. Il y a deux ans, au Burundi, on avait beaucoup parlé du Tchad, beaucoup moins l'an dernier, de nouveau cette année en raison de l'évolution de la situation intérieure et extérieure de ce pays.

- Il va y avoir un certain nombre de dossiers qui seront mis sur la table par nos partenaires, les chefs d'Etat et de gouvernement africains : j'apprécierai à ce moment-là. En tout cas, c'est une très grande rencontre que cette rencontre entre quinze à vingt chefs d'Etat et quelques quarante chefs de délégations. Je ne crois pas qu'il y ait d'assises plus importantes, en dehors, bien entendu, de celles qui réunissent les Africains entre eux au sein de l'Organisation de l'unité africaine 'OUA' .

- Vous savez aussi que nous avons aussi à examiner ensemble le problème du Fonds spécial pour l'Afrique dont la France a lancé l'idée et auquel elle a déjà décidé de participer. Cela permettra aux Nations unies 'ONU' - j'espère que le sommet de Lomé y contribuera - de prendre conscience du problème particulier de l'Afrique en face du problème de l'endettement.\